



Sommet public sur le financement de la santé :

## **Le milieu de la santé unit sa voix à celle du Bloc**

Québec, le 6 avril 2022 – Devant la réalité du sous-financement fédéral qui fragilise le réseau de la santé québécois depuis des années, les grandes centrales syndicales en santé et services sociaux font front commun avec les fédérations médicales pour exiger la tenue d'un Sommet public sur le financement de la santé, tel que le propose le Bloc Québécois. La députée de Beauport-Limoilou, Julie Vignola, constate le fort consensus autour de l'enjeu vital des transferts en santé, déjà unanimement exigé par le Québec et les provinces.

L'enjeu d'une juste participation d'Ottawa en santé rallie les principales organisations professionnelles et syndicales du milieu de la santé québécois. Ainsi, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), ainsi que la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) et l'Association des médecins hématologues et oncologues du Québec (AMHOQ) demandent aussi qu'Ottawa rehausse inconditionnellement le Transfert canadien en matière de santé (TCS), de sorte que la contribution aux coûts des soins de santé passe de 22 % à 35 %, avec indexation annuelle de 6 % par la suite.

« Le gouvernement de Justin Trudeau doit se rendre à l'évidence. Tous les acteurs du terrain se joignent aux premiers ministres du Québec, des provinces et des territoires pour exposer les difficultés liées au manque de soutien financier d'Ottawa envers nos réseaux de santé. La pandémie a exacerbé les besoins et les failles de nos systèmes avec lesquels le personnel de la santé doit composer au quotidien. Pour réduire la pression exercée sur les réseaux, ainsi que sur leurs travailleuses et travailleurs, le gouvernement doit assumer sa juste contribution en santé, sans conditions. Un Sommet public s'impose pour régler cette question », avise Mme Vignola.

« Le Bloc Québécois se concentre sur les priorités des Québécoises et Québécois qui ont exprimé la nécessité d'investir davantage en santé. La situation actuelle ne peut plus durer. Le gouvernement fédéral doit convoquer un Sommet avec les partenaires concernés le plus rapidement possible et répondre à la demande unanime du Québec, des provinces et des partenaires des réseaux de santé : financer à sa juste mesure et sans conditions les soins auxquels ont droit nos citoyens » conclut la députée de Beauport-Limoilou.

– 30 –

Source :

David Rompré  
Directeur du bureau,  
Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou  
418 727-5462 / [david.rompre.308@parl.gc.ca](mailto:david.rompre.308@parl.gc.ca)